



## **DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE INTERSYNDICALE COMITÉ TECHNIQUE INTER-RÉGIONAL SUD OUEST DU 17 OCTOBRE 2017 SUR LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL**

Monsieur le Directeur Interrégional,

L'ensemble des organisations syndicales représentatives au CTIR vous enjoint à assumer votre responsabilité vis à vis de la situation extrêmement préoccupante du CEF de Saint Pierre du Mont.

En effet, depuis le 8 septembre 2017, nous avons alerté l'ensemble de la chaîne hiérarchique concernant la maltraitance prégnante au sein de cette structure. Nos différentes organisations syndicales ont été saisies par plusieurs personnels de ce service actuellement en poste ou l'ayant été récemment : ils témoignent par écrit de harcèlement et de mépris à leur égard et de maltraitance envers des jeunes de la part du responsable d'unité éducative.

Nous tenons à souligner que plusieurs de ces écrits font état de faits qui pourraient justifier de procédures judiciaires. Les propos rapportés par les collègues sont en effet des plus inquiétants : il est question de dénigrement des fonctionnaires, d'insultes, de menaces, d'intimidations, d'humiliations, de violences verbales et physiques...

Pour ne citer que la manière de s'exprimer, « *débile* », « *inutile* », « *parasite* », « *putes de fonctionnaires* », « *bras cassés* » sont des mots entendus au quotidien par des personnels. Cautionnez-vous ce type de gestion d'équipe?

Votre inertie face à la gravité de cette situation interroge les organisations professionnelles qui ont donc saisi Madame la Directrice de la PJJ lors du Comité Technique Central du 13 octobre 2017.

Il nous paraît inconcevable de siéger ce jour à un CTIR dont l'objet porte sur la qualité de vie au travail alors que vous ne voulez pas prendre conscience du climat de terreur que subissent nos collègues au sein du CEF et qui a une incidence sur la prise en charge des mineurs.

Nous réitérons notre demande d'inspection de cet établissement et réaffirmons la nécessité que des mesures conservatoires soient prises pour la protection de tous.

L'intersyndicale

SNPES-PJJ/FSU Sud-Ouest, UNSA SPJJ Sud-Ouest, CGT  
PJJ Sud Ouest, CFDT PJJ